Avril 2010
N°7

BULLETIN D'INFORMATION DE L'EIN

Événements du Réseau

14 avril 2010. Petit déjeuner de travail de l'EIN avec Sara Pini, de la Fondation Robert Schuman, «Les attentes des jeunes en Europe». Une discussion basée sur un rapport élaboré avec le soutien du CES et du KAS.

23 avril 2010. Séminaire de l'EIN à Rome organisé avec Farefuturo et Respublica «Valeurs politiques et attentes individuelles: comment combler l'écart».

Recherche et débats EIN:

Le séminaire de l'EIN sur l'éducation nutritionnelle et sanitaire s'est tenu à Madrid le 24 mars 2010. Il a été organisé conjointement avec le FAES, la Fundación Española de la Nutrición et l'une des Reales Academias espagnoles, dans un effort de l'EIN pour étendre sa portée à la société civile dans les États membres. Plus de 80 participants ont assisté à la réunion présidée par Jaime Major Oreja. L'introduction a été réalisée par Gregorio Varela, président de la Fundación Española de la Nutrición, Lucia Figar, conseillère en matière d'éducation dans la communauté de Madrid, et Rafael Anson, secrétaire général de la Fundación Española de la Nutrición. Valentin Fuster, directeur du Mount Sinai Hospital, a présenté le thème abordé. Son intervention a été suivie par des commentaires d'Isabel de la Mata, DG SANCO de la Commission européenne, de Margaritis SCHINAS, responsable adjoint du cabinet politique du président Barroso, et de Pilar Ayuso, députée européenne (compte rendu disponible sur le site web de l'EIN).

Le séminaire de l'EIN sur la reprise durable et la récupération économique en Europe a eu lieu à Madrid le 25 mars. Il a été organisé conjointement avec le FAES, et avec une contribution spéciale du CEPS. La réunion a été présentée par Fernando Naverette, économiste en chef du FAES, et Guillermo Martinez-Casan, directeur de l'EIN et ancien député européen. Le débat a abordé la question du paquet législatif à long terme concernant la compétitivité et la stratégie (au niveau national et européen) qui pourrait faire la différence. Une présentation détaillée sur ce sujet, réalisée par M. Luis Graciano, professeur titulaire de chaire en sciences économiques et en stratégie à la LSE, a été suivie par les commentaires détaillés du député espagnol Baudilio Tome et de Diego Valiante, chercheur émérite attaché au CEPS. Ross Walker, économiste en chef chargé de la zone Europe à la RBS et rapporteur du GT1 «Reprise» de l'EIN, a conclu la réunion.

La discussion était centrée sur la reprise économique et les différentes politiques appropriées pour y parvenir.

La réunion a adopté une approche relativement critique vis-à-vis de la stratégie Europe 2020 proposée qui devrait remplacer la stratégie de Lisbonne, même si la communication présentée en mars est plus aboutie que le projet de rapport présenté à la fin de l'année dernière.

La réunion a également abordé le paquet visant à soutenir la Grèce et les propositions destinées à changer les instruments actuels de l'UEM.

Durant la discussion les participants ont été appelés à réfléchir au-delà du cadre actuel pour 2020 proposé par la Commission, tout particulièrement au moment de commencer à concevoir leurs plans d'action nationaux pour 2020. De plus, le débat a insisté sur les complémentarités entre le retour à une discipline budgétaire et les réformes structurelles à opérer au niveau de l'offre.

Pour beaucoup, l'idée de créer un FME a semblé être un détail et une reproduction inutile du FMI

- Les réformes structurelles sont un chaos partout en Europe après 18 mois de gestion de crise. Un cadre global d'action fait cruellement défaut. La crise a gravement réduit la marge de manœuvre des États membres: le temps et les ressources sont encore plus limités qu'avant. Par conséquent, le gradualisme n'est plus une option. Pour les États membres, il est désormais indispensable d'élaborer un plan exhaustif et de développer au maximum les complémentarités entre les différentes réformes structurelles, comme, par exemple, celles entre la réforme du marché du travail et la réforme des retraites. Le temps presse.

- Il est également nécessaire de se recentrer sur la croissance de la productivité. Ni plus, ni moins. Sans une croissance de la productivité, aucune progression des salaires nets ne pourra être atteinte, et dans de nombreux États membres les avantages sociaux ne seront plus viables sur le long terme. Les déséquilibres en termes de gains de productivité menaceront les budgets nationaux et la stabilité à long terme de l'euro.

- En elle-même, l'innovation n'est pas suffisante pour poser les fondements d'une croissance: l'innovation devrait être complétée par des investissements en termes d'infrastructures humaine, physique et juridique, et par la formation de marchés plus compétitifs.

- L'investissement en faveur d'une infrastructure humaine exige, en premier lieu, de reconfigurer l'enseignement primaire, car c'est le secteur qui a vu naître des déséquilibres durables. Cette tâche incombe aux États membres et aux régions. Une nouvelle approche des questions ayant trait à la santé (y compris la prévention) est également nécessaire: l'augmentation actuelle des coûts liés à la santé n'est pas viable. Il s'agit d'un autre domaine d'action nationale. Seules des personnes en bonne santé pourront continuer de participer activement au marché du travail après 65 ans. Une approche créative des investissements en matière de santé est capitale.

- L'amélioration des infrastructures physiques est une étape nécessaire en vue d'accroître la capacité de récupération énergique et la concurrence dans les industries de réseau au sein de l'Union.

- Il convient de progresser davantage dans l'environnement juridique de l'Union afin de réduire les risques de corruption et de renforcer la mise en œuvre des législations existantes.

- La réalisation du marché unique pour les produits n'est pas suffisante: les marchés du travail, du logement et financier sont encore loin d'être suffisamment harmonisés, compétitifs et transparents, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Une action nationale, ainsi qu'une règlementation au niveau européen, sont nécessaires.

- Il semble que les malentendus persistent en matière d'«innovation»: l'investissement dans la R&D publique est loin d'être la condition principale d'une politique d'innovation: la R&D privée et le transfert précoce de connaissances sont au cœur d'une telle politique.

- L'évaluation des progrès accomplis au niveau national exige un système de mesures pour que les gouvernements assument leurs responsabilités et pour communiquer avec le public: la cotation des pays selon le *Forum économique mondial* ou la *Banque mondiale* semble être une bonne base pour un tel système.

- Il convient d'abord d'assumer ses responsabilités chez soi, dans la mesure où chaque pays est un cas particulier pour les réformes structurelles, d'où l'importance des plans d'action nationaux pour 2020. Dans le cas de l'Espagne, les dépenses en faveur des infrastructures physiques ont été axées sur le système ferroviaire et ont abouti à de piètres résultats; le système de santé a déjà cessé d'être viable; le décrochage scolaire est une habitude; l'inflation juridique a entraîné une obscurité juridique; l'accès au marché financier est gravement limité; la productivité n'est pas reflétée dans les salaires, etc.

- La réforme des marchés financiers aux niveaux national et européen est une étape fondamentale vers une reprise durable: la confiance des investisseurs a été trahie et l'accès des entreprises au crédit a été réduit. Il faut retourner cette situation en proposant de meilleurs services, de la transparence et des informations à l'intention des investisseurs.

- Par rapport à la stratégie plus populaire de l'orchestration de la demande, la stratégie nationale de stabilité financière est un élément clé de la compétitivité à long terme: la crise a démontré comment la situation fiscale et la confiance vis-à-vis du marché peuvent brusquement d'effondrer et menacer l'ensemble de la zone euro. L'absence probable de fédéralisme fiscal dans les années à venir demande dès lors un réexamen fondamental des dispositions et de l'application du pacte de stabilité et de croissance.

- Si, à l'avenir, la zone euro veut se rapprocher d'une zone monétaire optimale, toutes les économies nationales devraient soutenir des stratégies prudentes en matière fiscale sur la base de réformes ambitieuses de l'offre en vue de garantir la croissance de la productivité, la flexibilité sur les marchés du travail et des produits. La discipline budgétaire n'est pas suffisante. La suppression des obstacles internes au sein du marché unique n'est pas un mantra, mais c'est un élément crucial pour pouvoir mieux réagir aux différentes perturbations provenant de tel ou tel membre.

Franck Debié, directeur politique de l'EIN

Sur le site web de l'EIN

2020

Olai Voionmaa, «Assessing the EU 2020 Strategy», un document présenté à la réunion générale de l'EIN, le 23 février 2010

«Contribution from FAES Foundation to the European Commission's Consultation on EU Strategy 2020», Madrid, FAES, 2010

«Overall assessment of the Communication from the Commission by the EIN WG», *Food for Thought* n°1, mars 2010

La crise grecque et ses conséquences

Ross Walker, «Greece: what needs to be done? - Short-term financial support», *Food for Thought* n° 2

Du réseau EIN:

Frederic Bonnevay, « Pour un Eurobond», Paris, Institut Montaigne, février 2009 (en français)